

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 19/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

LEDEUX ERIC HOLDING

chaussée Brunehaut
Au-dessus du Canal
80 360 Fins

Références : 2024 – E10014
Code AIOT : 0005105830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement LEDEUX ERIC HOLDING implanté chaussée Brunehaut Au-dessus du Canal 80 360 Fins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les gros dépassements constatés lors de contrôles inopinés "air" et "eau" diligentés par la DREAL au sein d'ICPE constituent un véritable enjeu pour l'inspection. Les actions amorcées sur les dernières années pour réduire les gros dépassements nécessitent d'être amplifiées via une stratégie régionale destinée à réduire fortement, et plus rapidement, le taux de gros dépassements constatés lors des campagnes annuelles de contrôles inopinés.

Pour rappel, un dépassement correspond à un dépassement de la Valeur Limite d'Emission(VLE) fixée par la réglementation en vigueur, et un gros dépassement est un dépassement de plus de deux fois la VLE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEDEUX ERIC HOLDING
- chaussée Brunehaut Au-dessus du Canal 80 360 Fins
- Code AIOT : 0005105830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité pratiquée est la récupération, le tri et le stockage de métaux ferreux et non ferreux, de papiers/cartons et de bois, de plastiques, de chiffons textiles et de déchets industriels provenant d'installations classées en vue de leur revente. De plus, le site réalise l'activité centre VHU.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Risques accidentels	AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois et 5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 12/11/2021, article /	Sans objet
2	Risques accidentels	AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2	Respect du premier tiret de la mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des mesures organisationnelles qui ont permis de diminuer les dépassements initiaux constatés lors de l'inspection du 27 février 2023. Cependant, des dépassements moindres ont encore été constatés lors du contrôle des rejets eaux du 7 novembre 2023. L'exploitant doit accélérer la mise en place de mesures correctives pour respecter son arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 2019. L'Inspection des installations classées propose de ne pas abroger, pour le moment, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/04/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2021, article /		
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement		
Prescription contrôlée : Date du CI EAU : mardi 7 novembre 2023 de 11h55 à 12h25 Nature des dépassements / gros dépassements (x2) relevés lors du CI EAU de l'année n-1 : La concentration en DBO5 est supérieure à 2 fois la VLE. La concentration en DCO est supérieure à la VLE. Conditions de fonctionnement du site et mode de prélèvement.		
Constats : Les paramètres incriminés du contrôle inopiné du 7/11/23 sont les suivants:		
Paramètre	Valeur mesurée lors du contrôle inopiné	Valeur limite d'émission
Concentration	Concentration	
ST – DCO	155mg/l	125mg O2 /l
DBO5	74mg/l	30mg O2 /l
Les conditions de fonctionnement du site sont: activité normale et le mode de prélèvement est: échantillonnage instantané – échantillon moyen résultant du mélange de deux échantillons espacés d'une demi-heure. Les valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Étant donné que le contrôle inopiné est réalisé en valeur instantanée, les résultats ne doivent pas dépasser le double des VLE en concentration. La seule valeur dépassant le double des VLE est la DBO5. Voir l'analyse du constat N°3 pour le respect des VLE.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 2 : Risques accidentels

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'isolement
Prescription contrôlée : Réaliser la consigne concernant le dispositif d'isolement conformément à l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 précité dans un délai de 15 jours suivant la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/04/2023.

Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter la consigne concernant le dispositif d'isolement de son bassin de rétention. Il l'a néanmoins transmise par mail du 01/02/24.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées rappelle que la consigne d'isolement doit être connue par le personnel afin d'être activable en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Risques accidentels

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/04/2023, article 2			
Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites de rejet			
Prescription contrôlée : Respecter les valeurs limites avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration conformément à l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 précité dans un délai de 6 mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/04/23; Cette prescription est considérée comme respectée si les valeurs limites d'émissions sont respectées après deux contrôles consécutifs effectués par un organisme agréé en conditions normales d'exploitation, dans une période glissante de 3 mois minimum.			
Constats : L'exploitant indique avoir mis en place des mesures organisationnelles (opération de dépollution des VHU plus minutieuse, éloignement des bennes moteurs et métalliques du point de rejet,...). Cela a contribué à respecter/diminuer certaines valeurs non conformes relevé lors du contrôle d'analyse des rejets eau de l'année 2022. Le paramètre MES est maintenant respecté, les paramètres DCO et DBO5 ont fortement diminués :			
Paramètres	VLE en concentrations	contrôle de décembre 2022	contrôle de novembre 2023
MES	35 mg/l	220	25
ST-DCO	125 mg/l	794	155
DBO5	30 mg/l	370	74
L'exploitant indique se faire assister par le laboratoire d'analyse CERECO pour améliorer le système traitement. Cependant, le laboratoire ne comprends pas pourquoi le paramètre DBO5 n'est pas respecté. Il n'est pas en mesure de trouver la provenance des polluants DBO5 et DCO dans les rejets de l'exploitation. L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émissions de son arrêté préfectoral d'autorisation.			

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection a demandé à l'exploitant de trouver une solution rapidement et de se faire assister par une société spécialisée des émissions dans l'eau.

L'exploitant transmettra le devis d'une société spécialisée pour rechercher la provenance des polluants dans les rejets de l'exploitation.

Compte tenu des actions déjà menées, l'inspection propose de maintenir la mise en demeure sans sanction supplémentaire, à ce stade.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois